

CIBLE

Pauvreté

Lors de sa conférence de presse du 13 novembre, François Hollande a annoncé que le chômage allait encore augmenter pendant un an. Le président de la République sait qu'il en résultera une forte augmentation de la pauvreté, selon une tendance qui s'affirme depuis plusieurs années. Dans son dernier rapport, l'Observatoire national des zones sensibles souligne que « *le taux de pauvreté est passé de 30,5 % en 2006 à 36,1 % en Zone urbaine sensible, alors qu'il est passé dans le même temps de 11,9 % à 12,6 % en dehors de ces quartiers* ». Comme le nombre de Français touchés par la pauvreté se situe entre huit et neuf millions, on mesure l'ampleur du drame que vit la nation.

En écho au Medef, des économistes à gages affirment que de nombreux licenciements peuvent être évités, comme en Allemagne, par des baisses de salaire et par l'accroissement de la flexibilité du temps de travail. Oubliant que de très nombreuses entreprises ne respectent plus la législation sociale, les propagandistes du patronat veulent que les salariés chôment dans la pauvreté, ou travaillent dans la pauvreté. C'est inacceptable.

ESPAGNE

État de crise

Compétitivité

**Le rapport
Gallois**

p. 4

Idées

**Guy
Debord**

p. 9

Chavez : suite et fin?

Hugo Chavez : psychopathe d'après Teodoro Petkoff ⁽¹⁾ ou nouveau Bolivar selon Jean-Luc Mélenchon ? ⁽²⁾ L'importance du Venezuela en Amérique latine impose d'y voir plus clair, et pour cela de commencer par un peu d'histoire.

La manne pétrolière au Venezuela a permis une certaine stabilité sociale et politique depuis les années 60, puisqu'il y avait assez d'argent pour satisfaire les revendications et étouffer les révoltes ; elle a eu comme effets pervers, entre autres, de donner aux inserts financiers privés liés à l'industrie pétrolière un poids tel que les institutions n'y ont pas résisté et se sont peu à peu vidées de leur substance. Les partis sont devenus des coquilles vides, interchangeables, pendant que les affaires et la corruption prenaient en sous-main le contrôle du pays. Dans les années 80 c'était fait et le pouvoir était passé aux mains de l'argent.

Avec un pétrole cher et un bolivar fort, tout allait à peu près bien : même si la population ne recevait qu'une infime partie de la richesse nationale, cette partie était encore suffisante pour vivre. Mais dès la première dévaluation en 1983, les choses ont commencé à se gâter et les masses populaires

se sont vues peu à peu privées de l'aide de l'État. Ces difficultés associées à une division par quatre du coût du pétrole de 80 à 98 ont mené le pays, de crises en coups d'État et en manifestations populaires, jusqu'à l'élection de Chavez en 1998.

Une fois élu, son action principale aura été de rendre **le pouvoir au politique**. Cela a commencé par le dépoussiérage des symboles du pays : nouvelle constitution pour une *République bolivarienne du Venezuela*, drapeau national réactualisé, etc. Puis sont venues la reprise du contrôle des ressources du pays, à (re)commencer par le pétrole, qui était devenu un État dans l'État ; et des efforts pour limiter le pouvoir médiatique des puissances d'argent (nationalisation de la chaîne de télévision RCTV).

Cette réinstallation du politique s'est accomplie de façon globalement démocratique, car si la personnalisation du pouvoir est extrême et les coups bas (des deux côtés)

nombreux, les élections ont toujours été libres et les résultats des référendums respectés. Mais pour un tel résultat, et même s'il a été appelé par les classes moyennes, Chavez s'est exclusivement appuyé sur les couches populaires. Elles seules ont bénéficié des programmes sociaux du régime : éducation, santé, habitat, infrastructures, etc..

Cette histoire récente a eu deux conséquences importantes, qui vont conditionner le futur du Venezuela :

- l'absence de toute opposition politique. La classe politique ayant été vidée de sa substance par l'argent, c'est ce dernier qui a hérité du rôle d'opposant : il est mauvais dans ce rôle et le coup d'État avorté de 2002 est un cas d'école d'un putsch orchestré par des forces extérieures au pays et de son échec par manque complet de soutien populaire ;

- l'effondrement des classes moyennes. Ignorées par Chavez, sans représentation

nationale, elles ont pris de plein fouet les effets négatifs du régime : insécurité, délinquance, dévaluations successives, corruption, baisse du niveau de vie. Plus encore, avec elles se dégradent toutes les structures qu'elles gèrent dans un pays : universités, écoles, hôpitaux, services publics sont dans un état de délabrement profond.

Les choses évoluent et l'opposition politique prend forme, sous la houlette d'Henrique Capriles, perdant des élections mais dont la popularité croît fortement. Elle devrait jouer un rôle positif dans le futur. Il lui faudra résoudre la question urgente de la représentativité des classes moyennes. Avec elle Chavez saura-t-il enfin devenir le président de tous les Vénézuéliens et ramener la paix intérieure dans une société minée par la corruption et la délinquance ?

Enfin, rappelons qu'Hugo Chavez aura été capable de maintenir une indépendance politique absolue tout en restant inscrit dans un réseau économique international. Cette démonstration qu'un pays pouvait se gérer par lui-même, en fonction de ses intérêts propres, sans pour autant devoir être exclu du monde, a permis à d'autres pays latino-américains de définir leurs voies politiques propres sans pour autant rompre avec les États-Unis. C'est là un des acquis majeurs du régime.

François VILLEMONTAIX

⁽¹⁾ *El Comercio*, Lima, 14 octobre. Ex-guérillero communiste, Teodoro Petkoff a été ministre dans divers gouvernements dont les premiers d'Hugo Chavez.

⁽²⁾ *Le Monde*, 4 octobre.

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE MARTINARD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Chavez : suite et fin ? - p.3 : Entourloupes buissonnières - p.4 : Exhumation de première classe - p.5 : L'Amérique d'abord - p.6/7 : Pour l'Europe du Sud - p.8 : Quelle V^e République demain ? - p.9 : Guy Debord l'Inflexible - p.10 : Brrrr ! - Le Brésil est une grâce - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Védrine au rapport.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (50 €) soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Entourloupes buissonnières

Il revient, avec des citations formidables et des mots compliqués : le stratège de Nicolas Sarkozy, toujours sûr de lui malgré la défaite de son patron, explique comment la droite pourrait reprendre le pouvoir.

Patrick Buisson au *Figaro* (1), c'est épatant. Le bonhomme cite Thomas d'Aquin en latin, évoque Jean Jaurès, disserte sur le *capital d'autochtonie* (2) avant de récupérer à sa manière les analyses du géographe Christophe Guilluy. Il s'agit là d'un étalage grossièrement disposé par un camelot de la vieille droite. Sous l'esbroufe conceptuelle, on retrouve une manipulation des foules qui a fonctionné en 2007 et échoué en 2012 pour des raisons que Patrick Buisson ne parvient pas à comprendre.

Il nous explique que Nicolas Sarkozy a tenu un discours patriotique, face à la pensée mondialiste. Mais le discours n'est pas un acte qui suffit à créer une réalité. Charles de Gaulle est évoqué à tort puisque la parole gaullienne était, quant à elle, suivie d'effets : par exemple, l'indépendance nationale se traduit par le départ de l'Otan. Nicolas Sarkozy a au contraire réintégré la prétendue **famille occidentale** et n'a jamais remis en cause le libre échange dans les sommets internationaux. Supposer que le peuple invoqué par Patrick Buisson ne s'est pas aperçu de l'entourloupe, c'est faire preuve d'un sacré mépris !

Ce discours patriotique abondamment produit par Henri Guaino avait un objectif précis : faire accepter l'ultra-

libéralisme comme une fatalité. Selon Patrick Buisson, les Français ont déjà accepté le repli du pouvoir politique face à la logique de l'économie. Certes, ils désignent comme prioritaires l'emploi, le pouvoir d'achat et la santé mais « ces items ont en commun de ne se prêter à aucune discussion. Ils sont purement rhétoriques au sens où leur négativité n'existe pas » car personne n'est pour le chômage, la baisse du pouvoir d'achat et de la protection sanitaire ! C'est brillant mais faux. Le chômage est un choix, parfois explicite, la baisse du pouvoir d'achat est réclamée tous les quatre matins par Nicolas Doze sur BFM TV et le thème des économies à faire dans les hôpitaux implique à terme une baisse de la qualité des soins. Comment imaginer que les électeurs de droite vont accepter le point de vue des oligarques alors que le Front national dénonce la régression ultra-libérale en recopiant les économistes hétérodoxes ?

Cette **difficulté**, lourde de conséquences électorales, est niée par Patrick Buisson qui affirme que les Français abandonnés des périphéries urbaines vont adhérer au discours sur l'immigration clandestine et aux thèmes identitaires qui leur seront fourgués en guise de remède à la dureté des temps par la droite buissonnière ? Encore une fois, les Français oubliés ne sont pas aveugles. Ils ont

constaté que le discours sécuritaire et les gesticulations patriotiques de Nicolas Sarkozy, au pouvoir depuis 2002, n'avaient rien changé à leurs conditions de vie, que la grande crise est venue aggraver. Le discours identitaire de Patrick Buisson et de Jean-François Copé produit ses effets habituels : la justification de la thématique du Front national qui pourra toujours surenchérir sur l'UMP et aggraver le sentiment d'insécurité culturelle tout en affirmant pouvoir répondre à l'insécurité économique et sociale. Patrick Buisson est conscient de cette menace puisqu'il déclare que la droite doit être en mesure de « bâtir une offre sociale protectrice en direction de cette France industrielle et rurale des perdants de la mondialisation. »

Cette **offre sociale** sera tout aussi illusoire que l'**offre patriotique** puisque, encore une fois, la mondialisation - autrement dit le libre-échange - n'est pas remise en cause. Le très subtil Patrick Buisson ne voit pas qu'il est un stratège sans troupes : il se présente comme le théoricien d'un parti patriotique qui vit sous diverses bannières hors de l'UMP alors qu'il n'est que le petit Machiavel des fondés de pouvoir du capitalisme financier.

Sylvie FERNOY

(1) Entretien paru dans *Le Figaro* du 13 novembre, page 14.

(2) Cette notion semble mal comprise. Cf. l'article de Nicolas Renahy dans *Regards sociologiques*, n° 40, 2010. http://www.regards-sociologiques.com/wp-content/uploads/rs_40_2010_2_renahy

L'écho des blogs

Obama, l'Allemagne et la compétitivité.

Le site arretsuriimages.net (1) publie une longue interview d'Emmanuel Todd. Ici c'est le chercheur qui avance, factuel, respectant son modèle, avec des prises de risques en exposant une analyse qu'il n'a pas finalisée prévient-il. Jamais il ne prophétise mais présente une réflexion dans l'action. Elle ne peut nous laisser indifférents.

Questionné sur la réélection d'Obama il souligne son « *énormité positive* » car « *dans une démocratie, quand un peuple vote, il dit ce qu'il est* ». Et comparant la situation présente à celle de 1929, il précise en historien du temps long « *les nations disent ce qu'elles sont* ». Après 1929, « *les États-Unis ont eu Roosevelt, l'Allemagne Hitler et la France, nation de l'égalité, le Front Populaire* ». Dans la crise du monde développé, lourde de menaces, « *la réélection d'un Président démocrate, noir aux États-Unis* » doit nous donner confiance. Car aujourd'hui, dans cette « *autodestruction de l'Europe par l'euro* », qui « *voit l'émergence d'une Allemagne hégémonique économiquement et politiquement* », la gauche française devrait s'assurer de la bienveillance des États-Unis pour desserrer l'étau imposé par une Europe devenue un système hiérarchique avec l'Allemagne aux commandes.

Sur la compétitivité, il salue l'ouverture, enfin, d'un débat sur la désindustrialisation « *le début du quinquennat de François Hollande se concentre sur les vrais problèmes* », « *on est typiquement dans un phénomène de maturation* ». Parler de la compétitivité permet de mettre en lumière le sujet essentiel qui est « *le problème de la France, c'est une déroute industrielle dans le cadre de la zone Euro* ». Il ne croit pas aux mesures du rapport Gallois, qu'il n'a pas lu précise-t-il, mais à l'émergence d'une prise de conscience conduisant à s'opposer à « *l'Allemagne qui se consacre depuis dix ans à l'extermination des industries de ses partenaires* ». La solution qu'il préconise est une sortie de l'euro suivi d'une dévaluation qui sera « *sans douleur pour l'équilibre social* ». Les vingt milliards de baisse de charges sont en effet d'un montant ridicule par rapport au problème. Todd n'abandonne donc pas l'idée d'un possible « *hollandisme* » révolutionnaire.

François ENNAT

(1) <http://www.arretsuriimages.net/content/enu.php?id=5356> - (Sur abonnement)

Exhumation de première classe

Le rapport présenté récemment par Louis Gallois et les mesures qu'en a tirées le gouvernement ne font porter la discussion que sur un point de ce travail. Or, ce qui y figure a, à la fois de quoi surprendre et de quoi intéresser. Il faut le lire et jusqu'au bout...

Il n'est nul besoin de revenir sur la biographie de Louis Gallois. Il fait partie de ces hommes à bonne réputation, issu d'un temps et d'une formation où l'on avait encore le souci de l'État et du bien commun. Grand capitaine d'industrie, l'auteur n'en a pas moins conservé au fil de sa riche carrière professionnelle de solides bases intellectuelles et des idées assez arrêtées – qui vont se raréfiant – de ce que doit être le rôle d'un État stratège. Pour autant, on ne peut se départir de l'idée que son approche des problèmes de compétitivité que connaît notre pays obéit tout de même à l'idéologie dominante.

Que les commentateurs stitendés de type classique – qui beuglent à longueur d'émission ou de colonnes leur vulgarisation néo-libérale – n'aient retenu de ce long rapport que ce qui touche à la **compétitivité-coût** n'a rien de bien surprenant ! Nous pouvons simplement regretter que, comme d'usage, ils ne se préoccupent que de l'immédiat pour jeter le voile sur ce qui implique un changement drastique de leur mode de pensée. Il va bien de soi qu'à aucun moment nos journalistes préférés n'ont mis l'accent sur des remarques de simple bon sens contenues dans ce travail. Un, que l'euro est surévalué par rapport à notre modèle de production et deux, qu'il ne serait peut être

pas idiot d'envisager un rééquilibrage des échanges internationaux que l'Europe est la seule à ne pas pratiquer.

Monsieur Gallois est pourtant on ne peut plus clair à cet égard. Le chapitre sur la Commission européenne devrait en ravir certains, nous les premiers, et inquiéter un tantinet les tenants du Tout-Europe. Parce que, si je sais encore lire, les remarques du rapport sur le fonctionnement de ladite structure devraient en interpellé plus d'un. On y lit en effet la nécessité d'obliger nos eurarques à prendre des avis sur les questions industrielles qui soient extérieurs à leurs services. J'écoute sans doute trop distraitement messieurs Doze et Lenglet mais je n'ai point souvenir de les avoir jamais entendu soulever ce point pourtant essentiel...

Le rapport insiste sur la nécessité d'avoir enfin une stratégie industrielle et de pallier les graves manques que connaît notre pays à ce sujet. La création d'un *Commissariat à la prospective* rappellera quelques bons souvenirs aux plus chenus d'entre nos lecteurs. Les autres voudront bien apprendre qu'à certaines époques, il y avait un plan d'ensemble regroupant hommes et moyens pour aboutir à un résultat précisément déterminé. Il est regretté l'absence de solidarité inter-entreprises jusque dans les mêmes

secteurs d'activité et le désir d'y mettre bon ordre. La création de **filières industrielles** relève de cela. Créer des synergies, des regroupements de moyens, pourraient utilement y concourir.

Le financement via la BPI est mis en avant avec une participation plus grande des régions, cela devrait tomber sous le sens. Le chapitre du financement des investissements est bien développé avec, notamment, le recours à l'assurance vie dont une simple modification du régime fiscal visant à leur allongement de durée, ce qui est en principe leur objectif, est une idée certainement bonne. Il en va de même pour un certain nombre d'autres dispositifs fiscaux dont certains ont fait preuve d'une belle efficacité. De ce strict point de vue, une vraie réforme fiscale permettant intelligemment d'assurer une stabilité des systèmes plutôt que des modifications erratiques est également indispensable. Tout comme le serait une réorientation bienvenue, mais avec des garanties solides, de la formation professionnelle.

Déplorant une forme d'autisme chez les entrepreneurs les plus importants, la solution proposée d'inclure dans les conseils d'administration des grandes entreprises des représentants des salariés, avec voix délibératives, chan-

gerait agréablement de l'actuelle endogamie qui veut que l'on s'échange les **jetons** entre personnes de bonne compagnie avec les brillants résultats que l'on voit. Développer ce type de pratiques est certainement à même d'éviter un certain nombre de bizarreries en terme de stratégie d'entreprise.

Déplorons que seul ait vraiment été relevé, et ait fait l'objet de mesures prises immédiatement, le volet **coût du travail**. C'est avec la flexibilisation du marché du travail le cheval de bataille du patronat. Les producteurs coûteraient trop cher et empêcheraient nos produits de se vendre. Proposition était faite par le rapport d'alléger de 6 % la masse salariale globale en transférant un certain nombre de cotisations du travail vers la consommation. C'est le principe de la TVA sociale, votée avant la présidentielle et abrogée depuis. Le gouvernement en a tiré un dispositif, très étalé dans le temps sous forme de crédit d'impôt sur les sociétés. Outre l'aspect étrange de l'idée même, rappelons simplement que ce type de transfert a prouvé sa nocivité, jusqu'en Allemagne.

Messieurs Hollande et Ayrault en semblent eux aussi convaincus puisqu'ils ont choisi de différer l'application de mesures qui vont de toute façon peser sur la consommation. Nous devons donc attendre 2014 pour les voir apparaître et une très hypothétique reprise internationale pour en gommer les effets désastreux. Notons simplement, que les effets bénéfiques du transfert, s'ils existaient, pourraient être balayés par une simple hausse de l'euro par rapport au dollar ou un renchérissement, toujours possible, du prix du gaz et du pétrole. Juste de quoi faire voler en éclat ce qui se voudrait un postulat. Où est le réalisme ? Rappelons le : pourquoi ne pas poser le vrai problème de compétitivité industrielle et commerciale de tous, même de l'Allemagne à terme : l'euro !

Charles GUÉMÉNÉ

L'Amérique d'abord

L'homme de la main tendue a été réélu commandant en chef suprême des forces armées américaines. L'ange Obama est devenu un archange.

Le ton avait été donné dans l'un des débats de la campagne présidentielle américaine : il s'agit de sauver l'Amérique. Ce n'est pas Romney mais Obama qui a déclaré que la priorité était à l'Amérique d'abord et non à régler les problèmes du reste du monde. Il est remarquable que sa ministre des Affaires étrangères, la secrétaire d'État Hillary Clinton, a été totalement absente de la campagne alors qu'en 2008 elle s'était battue dans les primaires démocrates jusqu'au dernier jour (contre Obama). En 2012, Bill Clinton, grand seigneur, a certes donné un fier coup de main à son successeur, anticipant peut-être déjà le retour d'ascenseur pour 2016. Un plateau Hillary Clinton contre Jeff Bush, le monde politique américain n'a décidément pas beaucoup d'imagination.

Obama était et reste un marginal par rapport à ce sérail d'initiés. Il s'est imposé comme rarement un président, sorti de nulle part. D'où sa solitude voire son isolement dans les corridors du pouvoir à Washington. Hormis le temps des campagnes électorales, les appareils partisans, l'appel au peuple, les grands idéaux, cèdent le pas aux intrigues du palais. Juges, procureurs, sénateurs, représentants, gouverneurs, banquiers, mènent le jeu au quotidien. Le président des États-Unis n'est pas personne,

mais la Constitution est faite de telle manière qu'il ne règne que sur l'exécutif. Ni droit de dissolution, ni référendum national, ni Premier ministre : ou bien le compromis ou bien le combat à mort. Depuis l'émergence des ultras du *Tea Party* en 2010, c'était la seconde alternative. Comme le président n'est pas mort (politiquement), il va bénéficier d'un sursis. On va feindre le compromis pendant quelques semaines ou quelques mois. Obama n'est pas certain d'arriver au terme de son mandat en 2016 ou sinon dans quel état, pour peu que les élections à mi-parcours de 2014 lui soient défavorables.

Le second mandat d'Obama étant le dernier, il sera conditionné par l'enjeu qui sera prioritaire en 2016. La génération qui va prendre les rênes du pouvoir au sein du parti républicain, après cette figure de transition que fut Mitt Romney, est la génération du nouveau millénaire. De même que Reagan (élu en 1980) était né (politiquement) sous Goldwater (battu en 1964), les néo-républicains sont arrivés à la conscience politique en 2001. Les attentats du 11 septembre ont été, comme le Soutnik de 1959, le révélateur de la vulnérabilité de l'Amérique. La première réaction a été de traquer les ennemis de l'Amérique partout dans le monde. La tendance générale aujourd'hui est à faire rentrer les fils à la maison, à liquider l'énorme

dette engendrée notamment (mais pas seulement) par les guerres et à préserver l'Amérique d'abord. Finies les aventures extérieures et les frasques des généraux romains (Allen, successeur de Petraeus, successeur de McChrystal, la valse des généraux entre l'Irak et l'Afghanistan va achever de déconsidérer les solutions militaires, comme dans la foulée de la guerre du Viêt-Nam, un cran en dessous toutefois, sur le mode tragico-mique de l'histoire qui se répète).

Le Premier ministre israélien Netanyahu est le premier à l'avoir compris. La tendance américaine est à la sécurité de l'Amérique. Israël est considéré comme un risque de sécurité pour les États-Unis. Quel que soit leur attachement viscéral à Israël, 70 % des Juifs américains ont continué à voter Obama. Parce que ces Juifs américains, eux, sont pleinement assimilés et sécurisés aux États-Unis.

Les tendances isolationnistes, y compris en matière de sauvetage économique et financier, vont se développer jusqu'au scrutin de 2016, un siècle après celui de 1916 où l'Amérique avait voté pour rester en dehors de la guerre européenne, un peu comme, mais sans trop y croire, en 1940. Les dirigeants européens seraient bien avisés d'être aussi perspicaces que M. Netanyahu qui sait qu'il ne doit compter que sur ses propres forces (« tous aux abris ; remplissez vos sacs de sable » titrait un journal israélien le 7 novembre).

Yves LA MARCK

BRÈVES

◆ **BÉNIN** – C'est à Savalou (Bénin) qu'au mois d'août dernier s'est tenu un forum des rois et chefs traditionnels africains. Réuni à l'initiative de Tossoh Gbaguidi XIII, roi de Savalou et président de l'association des rois d'Afrique, ce forum avait pour thème « *Royauté et consolidation des acquis démocratiques en Afrique* ». Sous la présidence du Premier ministre du Bénin, Pascal Iréné Koupaki, des têtes couronnées d'une quinzaine de pays, des chefs traditionnels et des personnalités du monde politique, scientifique et économique, ont réfléchi sur la problématique institutionnelle de la royauté en Afrique. A l'issue de leurs travaux les participants ont demandé aux chefs d'État de l'Union africaine (UA) le vote d'une convention qui leur donnerait un statut juridique. « *Nous voulons que les rois soient désormais impliqués dans les décisions de l'UA. Nous voulons œuvrer inlassablement pour que les rois aient au moins le poste d'observateurs* » a déclaré Tossoh Gbaguidi XIII. Pour sa part S.M. Bojan, un roi venu du Mali, a souligné le rôle que peuvent jouer les chefs traditionnels pour apaiser les conflits : « *Je ne peux vous dire que moi seul je suis capable de le faire. Mais une chose est sûre, il faut l'implication des chefs traditionnels pour calmer les problèmes [...] Si tous les chefs touaregs, tous les chefs traditionnels faisaient la même chose, le Nord-Mali ne serait pas occupé par les islamistes* ».

◆ **ALBANIE** – C'est un détachement de la Légion étrangère qui a rendu les honneurs militaires à la dépouille du roi Zog 1^{er}, dernier souverain d'Albanie, mort en exil en France en 1961, lors de la cérémonie de son exhumation au cimetière parisien de Thiais, le 14 novembre dernier. En présence du prince héritier Leka II, plus d'une centaine de personnes assistaient à l'événement : aux côtés des délégués officiels de l'État français, des personnalités albanaises ainsi que des représentants de plusieurs familles royales dont la princesse Chantal de France. M. Skender Zogu, porte-parole de la famille royale albanaise a déclaré : « *Cet événement historique nous l'avons attendu depuis 51 ans. C'est un honneur que la France nous a rendu, non seulement pour notre souverain, mais aussi pour notre nation albanaise. Nous avons tout fait, avec l'aide du gouvernement albanais actuel, pour réussir cette cérémonie d'hommage à un homme d'État qui a consacré sa vie au service de la nation. Son objectif était que l'Albanie soit un État libre, démocratique et que cet État fasse partie de l'Europe.* »

Après son retour en Albanie, la dépouille a été exposée à Tirana avant d'être transférée au mausolée de la famille royale, qui vient d'être construit pour cette occasion. Le roi y repose aux côtés de son épouse, la reine Géraldine, et de son fils Leka 1^{er} décédé il y a un an.

Pour l'Europe du Sud

A

l'initiative d'un groupe d'universitaires espagnols réunis dans l'association *EcoNuestra* (Notre Économie), un colloque a été organisé à Madrid, sur le thème *Jeunesse, périphérie européenne et crise économique*. Réunissant les contributions d'économistes de différents pays, il s'est conclu par le lancement d'un *Manifeste des pays de l'Europe périphérique*. Fernando Luengo, professeur d'économie appliquée à l'université Complutense de Madrid, expose à *Royaliste* les ravages de la doctrine d'austérité expansive que son groupe entend dénoncer, et met aussi en perspective un texte qui doit devenir une arme, dans le domaine de l'économie politique européenne.

■ **Royaliste : Quel est votre diagnostic ?**

Fernando Luengo : Le Portugal, l'Espagne et la Grèce souffrent aujourd'hui, au sein de l'Union européenne, de déséquilibres à la fois territoriaux et productifs que l'on peut, du reste, presque définir en négatif par rapport à l'Allemagne. Ces pays souffrent d'abord d'un endettement extérieur exceptionnel, depuis l'éclatement des bulles immobilières qui ont un temps entretenu la demande intérieure. Ils pâtissent ensuite du fait de ne pas avoir de structures industrielles assez fortes à l'exportation. Soyons clairs, je ne prétends pas que le modèle allemand soit le bon : vos voisins dopent leur compétitivité par une pression salariale interne qui appauvrit les travailleurs, cela en profitant des faibles coûts du travail à l'est du continent. Et à ce jeu là, personne n'est gagnant en Europe.

Certains, pour qualifier la situation des trois pays les plus en difficulté, parlent aussi de désindustrialisation. Ce sur quoi je ne suis pas tout à fait d'accord. En Espagne, par exemple, nous disposons encore d'un appareil productif. Mais la quantité produite doit moins retenir notre attention que la qualité de notre *made in Spain*. Parler de désindustrialisation est trop générique. Il vaut mieux parler de technologie ou de degré de sophistication. Il nous faut surtout être très attentif aux phénomènes productifs. De ce point de vue, on peut être très pessimiste. L'Espagne, le plus **gros** des trois pays, est au bord de la banqueroute. Force est de constater que, finançant pour l'instant ses dettes, l'Allemagne est en train d'exproprier les populations d'Europe du Sud !

■ **Royaliste : Où en est la crise sociale ?**

Fernando Luengo : Les trois quarts de la population grecque sont déjà appauvris. En Espagne, 50 % des jeunes sont déjà exclus du marché du travail, certains commentateurs parlant d'une décennie perdue. Je crois qu'on devrait plutôt parler d'une génération perdue. Quelles retraites pourront s'offrir des jeunes qui, au bout du compte, ne pourront probablement travailler - du moins légalement - que 20 ou 30 années de leur vie ? Les journaux, en France, commencent à parler des mouvements migratoires inquiétants pour les démographies des pays de l'Europe périphérique. Comment féconder dans ces conditions un **potentiel de croissance**, alors que les gens partent faire leur vie à l'étranger comme il y a trente ou quarante ans, que des études ne se font pas - du fait de frais d'inscription élevés (7000 € pour un post-doctorat dans mon université, par exemple) -

et que les entreprises ferment ? Dans ces conditions, on ne peut que prévoir un désastre social et politique.

■ **Royaliste : Où vous situez-vous, politiquement ?**

Fernando Luengo : Le groupe *EconoNuestra*, auquel j'appartiens, a été fondé il y a quelques mois. Il entend se démarquer du groupe formé par les économistes Vingenc Navarro et Juan Torres López plutôt proches de l'extrême gauche républicaine représentée au Parlement par *Izquierda Unida*, de l'association *1^{er} Mai* proche du puissant syndicat CC.OO., et les économistes proches du PSOE que l'on peut comparer à vos *Atterrés* et qui contribuent, selon nous, davantage à la conservation du système qu'à sa fin.

Avec le *Manifeste des pays de l'Europe périphérique*, (1) auxquels des contributions peuvent encore être apportées par les universitaires qui le souhaitent, nous voulons ainsi contourner le problème du morcellement des gauches européennes. Il doit, selon nous, marquer un tournant dans la lutte idéologique. Ce manifeste est un appel au débat, entendant présenter un diagnostic à la crise systémique que nous traversons. Mais il se veut aussi être une arme politique pour ceux qui voudront bien s'en saisir.

■ **Royaliste : Aucune allusion à l'euro, curieusement...**

Fernando Luengo : Je reconnais que c'est une lacune. Mais les signataires du manifeste n'excluent pas d'en parler ! Nous voulions avant toute chose faire le point sur la crise financière et structurelle qui va au-delà de la question de l'euro. Selon les premiers rédacteurs, la monnaie unique n'est qu'un facteur aggravant de la crise. Elle n'en est pas à l'origine. Nous voulions, en premier lieu, attirer l'attention sur les gagnants de la crise. Car il y en a : d'immenses fortunes se sont créées. Certaines entités ont accru leurs bénéfices de plus de 20 %, tandis que dans les entreprises qui en ont le plus profité, les salaires des dirigeants s'éloignent dangereusement du niveau médian. L'urgence nous semble résider dans la redistribution de la rente. Sur ce sujet, nous pouvons nous retrouver avec d'autres économistes hétérodoxes. Il nous faut en effet nous interroger sur les moyens de financer l'économie, depuis l'échec de la convergence productive dont l'Union européenne a rêvé. De fait, l'autorité des États a été capturée par les entreprises transnationales. À partir de là, bien sûr, il nous faut reconsidérer l'euro qui a été pensé pour une autre stratégie que celle que nous voulons mettre en avant.

■ **Royaliste : Pas de dévaluation salvatrice, donc ?**

Fernando Luengo : L'argument de la dévaluation, certes, n'est pas à négliger. Chacun sait qu'un retour aux monnaies nationales permettrait de donner davantage de respiration aux budgets nationaux et de liberté de choix. Il est bien sûr assez consternant de voir que, face aux exigences de la Troïka et du FMI, on ne sait pas si c'est la Grèce qui va sortir de la zone euro ou bien si c'est la zone euro qui va sortir la Grèce. Mais le prix d'une sortie de l'euro peut être élevé, beaucoup plus que pour un pays comme la France. De fait, et le mouvement a d'ailleurs déjà pris des proportions inquiétantes en Espagne, on pourrait voir s'opérer une fuite de capitaux très inquiétante pour la **reprise** que nous

attendons tous. Pour les économistes de l'Europe périphérique, sortir de l'euro est à coup sûr un pas supplémentaire vers l'inconnu. Et cela nous intéresse beaucoup moins que les Français... J'en suis navré.

■ **Royaliste : Quelle est votre stratégie ?**

Fernando Luengo : Pour casser les reins au modèle allemand dont on ne cessera de dénoncer la nocivité pour l'ensemble de l'Europe, il nous faut trouver des alternatives en dehors du **tout exportation**, en discuter, c'est-à-dire, pour nous universitaires, inventorier des axes de recherche. Le Manifeste qu'a lancé *EconoNuestra*, en conclusion à un colloque consacré à la jeunesse dans la crise de l'Europe périphérique, n'est pas un inventaire de mesures concrètes qu'un gouvernement progressiste doit dès demain mettre en œuvre, mais une grille de critères d'évaluation, notamment en termes sociaux, de tout programme en matière d'économie politique, la capacité d'intervention d'un secteur public devant bien sûr être défendue avec force.

On ne peut plus envisager, comme actuellement, que le seul sauvetage de banques d'ailleurs toujours très exposées aux risques, après l'échec de ce que nous appelons *la doctrine d'austérité expansive* imposée par l'Allemagne et la BCE. Comme vous, nous nous retrouvons étrangement en phase avec les économistes libéraux pour faire le constat que si le fédéralisme européen n'est pas mis en œuvre, nous courrons au désastre. Or, bien sûr, force est de constater que, politiquement, l'Europe n'existe plus.

■ **Royaliste : Le défi est donc immense...**

Fernando Luengo : Absolument. Pour nous sauver, des transferts du nord au sud de l'Europe sont impératifs. Et nous savons qu'il n'y en aura pas. Modestement, pour revenir à la stratégie, les universitaires doivent déjà commencer



■ « Sortir de l'euro »: En Espagne, la pensée hétérodoxe conquiert les librairies.

par créer un dialogue en utilisant leurs réseaux. Il nous faut faire sortir les professeurs de leurs cours et les faire participer à tous les débats. Il y a urgence, car l'on doit malheureusement déplorer le peu de réactivité des principaux partis et syndicats. En Espagne, à la fin de l'été, une grève nationale, convoquée par les deux principaux syndicats du pays, réunissait péniblement 70 000 personnes à Madrid, alors qu'ils pouvaient compter sur toute leur infrastructure traditionnelle, et la mobilisation de centaines d'autobus pour amener les manifestants vers la capitale.

Presque à la même date, une traditionnelle manifestation indépendantiste préparée très modestement à Barcelone mobilisait des centaines de milliers de Catalans, notoirement scandalisés par la crise. Le discrédit des relais traditionnels du mécontentement social peut surprendre... Phénomène inquiétant : la gauche de gouvernement est complètement sclérosée.

■ **Royaliste : La jeunesse se mobilise, pourtant ?**

Fernando Luengo : Les jeunes que je connais le mieux sont bien sûr mes étudiants. Il est très intéressant de voir que ceux qui suivent les cortèges traditionnels sont des gens de ma génération, ayant passé la cinquantaine, souvent des militants de longue date. La jeunesse actuelle fait déborder son enthousiasme en participant aux mouvements alternatifs nés avec les **Indignés** il y a plus d'un an. Ils ont récemment organisé une prise symbolique du Parlement à Madrid, et d'autres lieux de pouvoirs locaux dans différentes provinces. 80 % de mes étudiants participent à ce type d'actions. Vous me direz que cela ne constitue pas en soit un message politique très élaboré. Mais quel parti politique européen de gouvernement en dispose, aujourd'hui ?

Propos recueillis par David NOVARRO

☞ (1) À retrouver sur le blog de l'association : <http://econonuestra.org>

Quelle V^e République demain ?

Un dossier de la revue *Cahiers français*, parue à la Documentation française, remet en perspective les principes constitutionnels sur lesquels se fondent la V^e République, depuis 54 ans.

Au moment où certains prônent une VI^e République, peut-on voir dans cette longévité, une harmonieuse continuité institutionnelle ou une dérive présidentialisante permanente ?

Plusieurs faits majeurs sont mis en évidence :

- **la dérive progressive d'un régime parlementaire rationalisé**, tel que le prévoit le texte de la Constitution, vers la pratique institutionnelle d'un régime présidentialisante dualiste.

Ainsi, contrairement au texte et à l'esprit de la Constitution, en ses articles 20 et 21, le Premier ministre ne dépend pas pour gouverner uniquement de sa majorité parlementaire envers laquelle il est seul responsable, mais se trouve soumis, de fait, au chef de l'État, comme simple collaborateur ; par ailleurs, au lieu d'être un arbitre et un garant (art 5), président aux destinées du pays et au bon équilibre des pouvoirs, le Président de la République gouverne en réalité, en toute impunité constitutionnelle, sous couvert d'irresponsabilité politique (art 67).

Cette situation ne trouve cependant de limite que dans la cohabitation, comme en 1986, 1993 et 1997, lorsque les majorités parlementaire et présidentielle se sont opposées. Alors, le Président retrouve les seuls réels pouvoirs que lui confèrent effectivement la Constitution.

Les causes de ce déséquilibre sont clairement identifiées :

- **la réforme institutionnelle de 1962** approuvée par référendum, permettant l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, en remplacement de l'élection du chef de l'État par un collège de grands électeurs tel qu'en 1958. Cette réforme, en soi, aurait pu permettre l'élection successive par les Français, de **pères de la nation** à l'image du général de Gaulle, mais l'histoire ne se refaisant pas, et les partis politiques, ayant dès 1965, la mainmise sur l'élection présidentielle, les successeurs du Général sont devenus des dirigeants classiques de partis majoritaires, à l'instar des chefs de gouvernement des autres démocraties parlementaires, d'où la confusion des rôles ;

- **la réforme du 24 septembre 2000**, approuvée par référendum, dont l'objectif était de limiter les périodes de cohabitation, en réduisant le septennat au quinquennat, pour faire coïncider élections législatives et élections présidentielles, tout en inversant l'ordre du calendrier électoral, la primauté étant donnée à l'élection présidentielle, n'a pu que renforcer la présidentialisante du régime, déjà engagée en 1962, puis à partir de 1965 ;

- **la séparation des pouvoirs**, telle que la concevait Montesquieu, plus appa-

rente que réelle dans nos institutions. Cela étant dû à la dérive présidentialisante dualiste, aux liens entre l'exécutif et l'autorité judiciaire, entre l'administration et le personnel politique, ainsi qu'entre la classe politique et le monde des affaires, remettant en cause le concept d'État impartial ;

- **la transformation des partis politiques** sous l'effet de la démocratie d'opinion, des clientèles électorales, liés à l'omniprésence des sondages, au pouvoir médiatique, au développement des réseaux sociaux, remettant en cause les fondements de leurs traditions historiques, pour davantage se muer en logiques d'appareils clientélistes.

- **l'apparition d'une République territoriale**, après trois grandes vagues de lois de décentralisation, où l'État central s'emploie à achever sa mue de tuteur à partenaire ;

- **l'exercice de la souveraineté** désormais limité ou encadré par le droit européen supranational, résultant de traités auxquels la France a certes donné son approbation, mais parfois à l'encontre du consentement référendaire direct des citoyens français, comme pour le traité de 2005, pour recourir ensuite à des substituts de traités, déni de démocratie, approuvés par voie parlementaire.

L'apparition de contre-pouvoirs extraparlimentaires tels :

- **la démocratie directe référendaire** (art 11) néanmoins encore limitée, et distincte d'un véritable référendum d'initiative populaire, tant dans sa mise en œuvre que dans son champ politique ;


- **la mise en place d'une justice constitutionnelle**, avec la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel, tant a priori (avant le vote d'une loi) par les parlementaires, qu'a posteriori, par tout citoyen (réforme de 2008 instituant la question prioritaire de constitutionnalité pouvant être soulevée par tout plaideur au cours d'un procès), donnant ainsi de surcroît au Conseil constitutionnel un pouvoir de contrôle sur l'interprétation jurisprudentielle des lois, sans toutefois se transformer en Cour suprême (la Cour de cassation et le Conseil d'État devant au préalable décider du caractère *sérieux* ou non de la question prioritaire posée).

La volonté de rééquilibrer les pouvoirs d'un régime pseudo-parlementaire, qui n'a plus rien de réellement rationalisé :

- **la réforme fourre-tout du 23 juillet 2008**, modifie la moitié du texte de notre Constitution, afin de conforter la dérive présidentialisante de nos institutions, par l'effacement du rôle du Premier ministre, tout en renforçant en compensation, les prérogatives du Parlement.

Ce dossier des *Cahiers français* très bien documenté mérite une conclusion appropriée : il est primordial de revenir aux sources de la V^e République, en substituant à cette monarchie républicaine caricaturale, une monarchie royale parlementaire, pour plus de rationalité dans l'équilibre et la séparation des pouvoirs, pour l'exercice d'une démocratie plus vivante et celui d'une souveraineté pleinement garantie.

Denis CRIBIER

📖 *Cahiers français* n° 370 - « **Quelle V^e République demain ?** » sous la direction de Céline Persini - La Documentation française - prix franco :  13 €.

Guy Debord, l'inflexible

Ma bibliothèque en fait foi. J'y retrouve les titres qui, en leur temps, firent la réputation du situationnisme : *La société du spectacle* de Guy Debord, *Le traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem, la célèbre brochure intitulée *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens d'y remédier...* C'est donc que je n'ai pas été indifférent à l'égard de ce courant original, auquel je reconnaissais le mérite de donner un sens pertinent à la contestation de la société marchande. Pertinent, mais non pleinement satisfaisant. Dans les années soixante-dix, il n'était pas rare de voir des jeunes de notre entourage politique, il est vrai décalé dans le climat de l'époque, commenter Vaneigem. Mais nous avions bien d'autres références, qui, à propos des mêmes sujets d'investigation, nous sollicitaient également, et souvent avec plus de force et de pénétration. Je pense notamment à Jacques Ellul, à Edgar Morin, à Georges Friedmann. Mon regret rétrospectif est que nous ayons manqué à ce moment là Gunther Anders. Cela formait déjà une belle constellation intellectuelle qu'il faudrait compléter avec Philippe Ariès, Ivan Illich et une pléiade d'historiens, de philosophes et de sociologues. Le problème situationniste, c'est qu'il s'inscrivait dans un contexte élitiste et fanatique qui nous gênait.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien à en retenir aujourd'hui encore. Sans succomber à une quelconque *debordmania* qui transgresse bien des frontières idéologiques, il est permis de revenir à la signification d'un destin et d'une œuvre, dont on est obligé de reconnaître qu'elles ont quelque chose de tout à fait singulier et même d'éthiquement original en notre temps. C'est pourquoi j'ai lu avec beaucoup d'intérêt la réédition de la grande biographie que Christophe Bourseiller a consacrée au fondateur de l'Internationale situationniste. On connaît les mérites de cet auteur polyvalent, de ce terrible travailleur qu'est Bourseiller, infatigable explorateur des marges politiques. Avec Debord, il tenait un merveilleux sujet en rapport avec sa sensibilité et sa propre vie. Il l'a traité avec toute l'acuité et la minutie possibles. Et le résultat est là : un personnage énigmatique se trouve mis en lumière, ses faits et gestes sont rapportés dans le moindre détail. Et nous pouvons nous dire : voilà qui était vraiment Guy Debord, sans doute un homme « fait de tous les hommes et qui vaut tous les hommes et que vaut n'importe qui » pour reprendre les mots de Sartre, mais avec quelque chose en plus tout de même, qui le singularise vraiment. *In fine*, pour son biographe, Debord fut l'homme du **dépassement**. D'abord de l'art, lorsqu'il était dans le sillage d'Isidore Isou, l'inventeur du lettrisme, dont il a appris le passage à la limite, l'habitus des transgressions et des provocations. « Il effectuera ensuite le dépassement du cinéma. Puis il dépasse le marxisme et l'anarchisme. En parallèle, il dépasse le couple, puis l'amour. Il lui fallut enfin dépasser la douleur, avant de procéder à l'ultime entreprise : celle du dépassement de la vie. » Beau résumé d'un parcours, qui n'en est pas moins aussi celui d'un enfant

fragilisé par les malheurs familiaux, d'un homme vulnérable en proie à l'addiction, notamment celle de l'alcool qui entraînera la maladie des dernières années, dont l'intéressé reconnaissait avec son humour grinçant qu'on ne la contracte pas « par une regrettable imprudence » mais qu'elle est le résultat « de la fidèle obstination de toute une vie. » Heureusement, il n'y eut pas que cette obstination-là. La plus déterminante fut d'ordre intellectuel. D'une certaine façon, Debord c'est Rimbaud impénitent, celui qui ne renonce pas en avouant que son aventure adolescente ne valait rien et fut au fond de l'Afrique. Jusqu'au bout, il persistera dans sa haine de ce que j'aurais envie d'appeler, au prix d'un blasphème, la modernité. La modernité au sens où elle est aliénation par la technique, dépossession de soi par le spectacle qui est l'absorption dans l'inauthentique. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Christophe Bourseiller : « Personnage éternellement imprévisible et nuancé, Guy Debord est certainement l'homme d'une autre époque. Son amour du texte, son style de vie aristocratique et anticonformiste, son culte du **polatch** dénotent une personnalité subtile, profondément inclassable. » Ce terme de **polatch** est à retenir, car il renvoie à un contexte anthropologique, celui des études de Marcel Mauss, qui rejoint les préoccupations de tous ceux qui s'opposent, dans le style de George Orwell à la marchandisation de l'existence, à l'encontre de la gratuité du don.

par Gérard Leclerc



Une des difficultés d'une pensée élitiste consiste à mordre sur l'opinion contemporaine et la marche du temps. Comment sortir de son superbe isolement, alors que l'on ne peut déroger aux habitudes d'un cénacle où la conversation autour de la même table est de rigueur. Toute popularisation du discours est au risque d'une déperdition et d'une dénaturation. Il y aura pourtant un *kairos*, un moment exceptionnellement privilégié où le situationnisme deviendra proprement l'âme d'un monde, c'est évidemment mai 68. Grâce à leurs places fortes conquises à Strasbourg et à Nantes, les *situs* vont impulser le cours des choses. Mais le *kairos* ne s'identifie qu'à

l'instant. Les enragés de la Sorbonne seront promptement chassés par des militants plus efficaces sur le terrain. Avec son génie de l'excommunication, Debord précipite toujours sa marginalisation, ce qui compte c'est le seul labeur de la pensée.

Pour tracer son propre sillon, Guy Debord empruntera pourtant à la culture de son temps, notamment à un marxisme qui se veut rigoureux (par exemple dans *La société du spectacle*). Mais Marx est désentrevé de sa gangue lénino-stalinienne, au travers de ses meilleurs interprètes comme Lukàcs. Le style militant de l'étrange Internationale situationniste, qui ne sera jamais qu'un infragroupuscule, pourrait évoquer aussi les méthodes d'une organisation totalitaire avec ses purges incessantes et son mépris des individus. Mais il s'agit en même temps de tout autre chose, qui consiste dans une recherche insensée de l'absolu. Nul compromis n'est envisageable, dès lors que seul l'impossible est désirable. De ce point de vue, jusqu'au bout, on ne peut pas prendre Guy Debord en défaut. Ils sont tous à rejeter ceux qui n'adoptent pas le projet de subversion radicale du monde. Debord hait le journal *Libération*, organe de la trahison par essence. En ce qui concerne les penseurs de ce temps, ils participent tous de cette infirmité qui les empêchent d'aller jusqu'au terme : « Pauvre Heidegger ! Pauvre Lukàcs ! Pauvre Sartre ! Pauvre Barthes ! Pauvre Lefebvre ! Pauvre Cardan ! Tics, tics et tics. Sans le mode d'emploi de l'intelligence, on n'a que par fragments caricaturaux les idées novatrices, celles qui peuvent comprendre la totalité de notre époque dans le même mouvement qu'elles contestent. » C'est tout Guy Debord dans le texte ! ■

☞ Christophe Bourseiller - « *Vie et mort de Guy Debord - 1931-1994* », Pascal Galodé éditeurs, prix franco : 27 € [Achat immédiat](#)

Brrrrrrrrrrrr !

Évidemment, tout ne peut n'être que lumières dans notre beau Paris, il faut aussi s'intéresser à des aspects plus sombres de son histoire, ancienne ou récente. C'est le but de cet ouvrage dont le titre a le mérite de la clarté. ⁽¹⁾

La courte préface d'Anna Gavalda vous met immédiatement dans l'ambiance. Elle a bien raison de nommer l'auteur *un drôle de citoyen*. C'est vrai qu'il ne va pas de soi de prendre pour sujet d'un itinéraire dans Paris, les caractéristiques et les histoires les moins glamour. Voilà un auteur auquel on aura bien du mal à reprocher son penchant pour la blquette.

Dans la première partie de ce livre, clair et bien documenté, ce macabre-tour de la capitale vous mènera dans les endroits les plus difficiles du vieux Paris. Bien entendu, de la majorité de ces endroits il ne reste rien. On aura du mal à s'imaginer le Gibet de Montfaucon dans les immeubles propres de la rue de La-Grange-aux-Belles dans le X^e arrondissement. Voilà un endroit qui servit de lieu d'exécution et de pourrissoir durant des siècles et qui vit se développer les trafics les plus divers, les plus imaginatifs et pour tout dire, les plus abjects. Voyez l'intéressant chapitre sur le Cimetière des Innocents qui occupait l'emplacement actuel de la Fontaine des Innocents aux Halles.

Au fil des rues et des époques, tout ce que notre capitale a connu de crimes les

plus bizarres, d'assassins les plus singuliers nous ait conté avec force détails, beaucoup d'humour, sans jamais tomber bêtement dans *l'esthétisme* du crime. L'imagination est sans borne en la matière et les romanciers les plus imaginatifs n'auraient pu mieux faire. Voilà, notamment, pourquoi l'Histoire sera toujours supérieure au roman.

La seconde partie est un peu plus classique mais toujours d'excellente facture. Il s'agit là, toujours avec le même principe d'itinéraire, de nous conter les histoires d'esprits et de fantômes qui sont légion dans notre belle ville. En fait, ce sujet a depuis longtemps déjà été abondamment traité mais Rodolphe Trouilleux trouve le moyen de renouveler le genre et de passionner tous ceux que ce type de narration peut intéresser. Pour les autres, je leur recommande d'y jeter un œil. Les événements qu'on y rencontre vont de l'étonnant au passionnant, sans jamais être le moins du monde ennuyeux, ça les changera, qui sait agréablement, de la visite de base pour touristes.

Pascal BEAUCHER

📖 (1) Rodolphe Trouilleux - « *Paris Macabre, histoires étranges et merveilleuses* », Le castor astral, 2012, prix franco : 20 €. [→ Achat immédiat](#)

Le Brésil est une grâce

Pour Sébastien Lapaque, le Brésil est un gigantesque livre d'histoire, de géographie et de littérature. Grâce à lui, nous avons déjà retrouvé Bernanos dans ses humbles fazendas du Minas Gerais, à l'ombre de la Croix-des-âmes, nous avons apprécié le vent dans les voiles des découvreurs de la France équinoxiale. C'est à une plongée romanesque dans le Brésil de Lula, dans la principale puissance émergente de l'hémisphère sud qu'il nous invite aujourd'hui pour notre plus grand bonheur.

Etonnant Brésil, qui nous a emprunté à la fois une dynastie, celle des Orléans-Bragance, et une philosophie, celle d'Auguste Comte : « *Ordem y progresso*. » Foisonnant Brésil que nous décrit Lapaque, entre grandes fortunes et favelas, alter-mondialisme et football. Il ne fallait pas moins d'une quarantaine de personnages pour saisir la diversité de cette entité lusophone, de Belém à l'île de Paqueta, sans compter des excursions plus au sud, à Montevideo. Mais la *Convergence des alizés*, c'est avant tout Rio de Janeiro, ses bars, ses plages, ses stades, son petit peuple et ses puissants, ses prostituées et ses caricatures de présentateurs de télévision.

Sébastien Lapaque observe, fait évoluer ses personnages, croque des scènes avec le regard d'un Philippe de Champagne : au Brésil tout est lumière et tout est grâce, même le malheur et la pauvreté. La poursuite hâlante de Zé sur les pas

d'Helena, l'amour de sa vie, est le prétexte qu'a choisi l'auteur pour nous délivrer, au-delà de la trame romanesque, son message salvateur : une bonne partie de l'avenir du monde se joue au Brésil, pays latin, mais pas trop, pays métissé comme il sied à une ancienne colonie portugaise, pays où l'Europe a fait souche sans lui administrer ses poisons totalitaires ou malthusiens.

Sébastien Lapaque nous démontre au fil des pages de son roman que le Brésil est à la fois un laboratoire du capitalisme débridé, avec son lot de délinquance financière et de réseaux mafieux et le sanctuaire d'un monde ancien où les solidarités et l'amour ne sont pas de vains mots. Avec *La Convergence des alizés*, il est des matins où l'on peut encore rêver d'un Nouveau Monde qui aurait gardé du nôtre le goût de l'essentiel.

Jérôme BESNARD

📖 Sébastien Lapaque - « *La Convergence des alizés* », Actes Sud, 352 pages, prix franco : 23 €. [→ Achat immédiat](#)

Michel Fontaurelle

Notre ami et très ancien collaborateur Michel Devèze nous a quitté dans sa 79^e année après une longue maladie. Abonné de la première heure à notre journal, ce haut fonctionnaire, connu de nos lecteurs sous le pseudonyme de Michel Fontaurelle, nous avait donné son premier article dès 1972. Il s'agissait d'un « *Dossier sur l'île de la Réunion* », île chère à son cœur pour des raisons familiales. Depuis lors, sa signature revenait régulièrement dans les colonnes de *Royaliste* jusqu'à ce que la maladie l'empêche d'écrire. Cet infatigable voyageur avait également fait bénéficier les lecteurs de notre revue *Cité* de ses expériences.

Que sa famille trouve ici l'expression de la tristesse que nous éprouvons d'avoir perdu un ami.

Y.A.

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (10 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 6 €).

● **Mercredi 28 novembre** - Historien, ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, éditorialiste à *Marianne*, **Jacques JULLIARD** vient de publier un ouvrage qui est appelé à faire référence. Acteur et témoin des évolutions de la gauche depuis plusieurs décennies, il a su se mettre à distance de ce milieu

politique, social et intellectuel pour en donner une analyse critique.

Quant à la gauche, nous croyons tous savoir ce qu'elle est. Mais toute tentative de définition se heurte à la complexité des idées et des choix politiques des organisations et des personnalités de gauche. Jacques Julliard a intitulé son ouvrage « **Les gauches françaises** » pour rendre compte d'une diversité qui tient aux origines, aux époques, aux orientations et que l'imaginaire de gauche - si différent des données historiques - vient encore compliquer. Dès lors, qu'en est-il de son unité ?

● **Mercredi 5 décembre** - Journaliste et écrivain, **Martine ORANGE** est spécialisée dans les questions économiques et financières. Après avoir travaillé à *Valeurs actuelles*, à *l'Usine nouvelle*, au *Monde* et à *La Tribune*, elle a rejoint l'équipe de

Mediapart. Auteur de plusieurs ouvrages (sur Vivendi, sur la banque Lazard), elle vient de publier une enquête sur « **Rothschild, une banque au pouvoir.** »

Cette banque familiale, aussi célèbre que discrète, est aujourd'hui au sommet de sa puissance alors qu'elle avait été nationalisée en 1981. Martine Orange raconte comment David de Rothschild a pu faire renaître l'établissement avec l'aide d'Édouard Balladur puis développer son influence, aujourd'hui considérable. La description du milieu financier est passionnante en elle-même et par ce que l'enquête met en évidence : l'interpénétration entre le monde politique et le monde de l'argent, le rôle joué par certaines banques dans la carrière de dirigeants de la droite.

● **Mercredi 12 décembre** - Colonel d'infanterie, docteur en sciences politiques, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques, **René CAGNAT** s'est établi au Kirghizstan après avoir été attaché militaire dans plusieurs pays de l'Est et en Asie centrale.

Dans un ouvrage tout récent, il dénonce « **Les sept piliers de la bêtise** » américaine en Afghanistan. Obsédés par leur désir de vengeance après le 11 Septembre, les militaires américains ont mené une guerre classique en ignorant délibérément les réalités afghanes. Leur échec est indéniable, quant à la stabilisation politique de l'Afghanistan, dans la lutte contre l'islamisme et dans la lutte contre la drogue qui inonde l'Asie centrale, la Russie et l'Europe de l'Ouest. Dans le souvenir de la con-

férence que nous avait faite René Cagnat sur la défense de l'Asie centrale, nous envisagerons plus particulièrement la manière, politique, militaire, policière, de combattre les marchands de drogue.

● **Mercredi 19 décembre** - Voici vingt ans, la République fédérative socialiste de Yougoslavie se disloquait à la suite de la sécession de la Slovénie, de la Croatie, de la Bosnie-Herzégovine et de la Macédoine. S'ouvrit une longue période de sanglants conflits, marquée par l'intervention des États-Unis et de plusieurs États européens... Mais depuis douze ans les pays de l'ancienne Yougoslavie ont cessé d'intéresser les dirigeants politiques de l'Ouest européen, les médias et leurs intellectuels attirés. Seuls l'adhésion d'un pays à l'Union européenne fait l'objet de brèves mentions.

Nous avons demandé à **Jean-Arnault DERENS**, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans* et auteur de nombreux ouvrages sur cette région, de nous dire ce qu'il en est « **Vingt ans après la Yougoslavie** ». Il évoquera la République Yougoslave et l'histoire de sa destruction afin de nous expliquer la situation des différents États qui ont succédé à la fédération et au régime politique longtemps incarné par le maréchal Tito.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (10 € pour l'année)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)
ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Védrine au rapport

Publié le 14 novembre, le rapport d'Hubert Védrine sur le retour de la France dans le commandement intégré de l'Otan et l'avenir de l'Europe de la défense est passé inaperçu. C'est hautement regrettable. Ce texte de commande est destiné à conforter la décision, prise sans le moindre débat, de maintenir le choix effectué en 2009 par Nicolas Sarkozy. Cette année-là, Hubert Védrine avait expliqué « *pourquoi il faut s'opposer à une France atlantiste* » (1). Trois ans plus tard, il expose la position inverse au terme d'une argumentation lourde d'aveux et de faux-fuyants.

L'ancien ministre des Affaires étrangères reconnaît que, « *en Afghanistan, la France n'a pas influencé la stratégie de l'Otan (en fait des États-Unis)* ». Il reconnaît aussi que, « *même revenue dans l'Otan* », la France n'a pas pu « *influencer, ralentir ou modifier* » la stratégie anti-missiles définie par les États-Unis, qui prouve, comme Hubert Védrine nous l'expliquait naguère, leur incompréhension de la dissuasion nucléaire. Il ajoute que le retour dans l'Otan est décevant pour la France dans le domaine des contrats industriels. Il souligne que de nombreux pays, avant 2009, voyaient dans le non-alignement de la France « *la promesse d'une ligne française potentiellement autonome par rapport aux États-Unis en politique étrangère* ». Pourtant, le rapporteur préconise le maintien dans l'Otan en invoquant deux arguments :

La « *situation nouvelle* » créée par la fin de la guerre froide – qui aurait dû provoquer la disparition de l'Otan en même temps que celle du Pacte de Varsovie, ce qu'Hubert Védrine ne dit pas.

Il détruit d'ailleurs son argument en notant que le monde est aujourd'hui confronté « *à des menaces diffuses, le plus souvent non militaires et qui ne concernent pas en propre la zone atlantique* ». L'inutilité de l'Otan est donc prouvée !

L'incompréhension : la sortie du commandement intégré « *ne serait comprise par personne ni aux États-Unis ni en Europe, et ne donnerait à la France aucun nouveau levier d'influence, au contraire* ». En contradiction



avec les avantages diplomatiques de la ligne autonome exposés plus haut, l'argument est misérable. La sortie de l'Otan, comme la sortie de l'euro, se heurte au qu'en-dira-t-on. Si cette considération veule pour la puissance avait prévalu dans notre histoire, François I^{er} ne se serait jamais allié avec les Ottomans et la France serait devenue une province impériale, le général de Gaulle ne se serait pas opposé à Roosevelt et la France aurait été placée sous administration américaine en 1944 – et bien entendu, la France n'aurait pas réaffirmé son indépendance militaire en 1966.

C'est à partir de cette argumentation bâclée qu'Hubert Védrine

aligne les formules balancées et les vœux pieux qui sont censés définir la politique française. La défense anti-missile sera « *complémentaire* » de la dissuasion nucléaire... La participation à l'Otan sera équilibrée par la construction d'une défense européenne qui est depuis vingt-cinq ans une illusion (2) et qui restera illusoire puisque aucun pays européen ne veut s'engager sérieusement sur cette voie – ce qu'Hubert Védrine reconnaît au fil d'un exposé d'une insigne mollesse.

L'opinion des royalistes de la NAR ne pèse rien, face à la mauvaise humeur que pourraient manifester le président des États-Unis et la chancelière allemande. Nous n'en continuerons pas moins à affirmer la nécessité de rompre avec l'Otan, conçue selon l'idéologie américaine et la conception américaine de la guerre – désastreuse dans les Balkans comme en Afghanistan – et qui est facteur de division en Europe continentale puisque les États-Unis conservent une posture agressive à l'égard de la Russie.

Rien n'est perdu, puisque notre dissuasion nucléaire demeure le plus sûr garant de l'indépendance nationale. Mais il nous faut dénoncer sans relâche l'ineptie de l'occidentalisme, la veulerie de l'alignement sur les États-Unis et la dangereuse stupidité des « *économies* » sur les crédits de la Défense. C'est sur la modernisation de notre force nucléaire et sur le développement de nos forces conventionnelles que repose notre liberté.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Le Monde* du 5 mars 2009. Des extraits de cet article sont publiés sur mon blog : <http://www.bertrand-renouvin.fr>

(2) Cf. Jean-Dominique Merchet, *Défense européenne, la grande illusion*, Larousse, 2009 et l'[entretien accordé par l'auteur dans notre numéro 944](#).